

Débat suivant l'exposé d'Emmanuel Terray

(Note de la rédaction :

Ceci est une transcription qui s'efforce d'être littérale du débat enregistré. La qualité, très inégale, de cet enregistrement, surtout pour ce qui est de la salle, nous a toutefois contraints d'interpoler quelques passages inaudibles et, très rarement, d'interpréter ou reconstituer ce qui paraissait incohérent. Que les participants, identifiés par leurs seules initiales, ou orateurs à qui, pour des raisons de délai ou de disponibilité, nous n'avons pu soumettre la présente transcription avant publication, nous pardonnent d'éventuelles omissions ou déformations de leur discours. Les intertitres des réponses circonstanciées apportées par Emmanuel Terray ont été ajoutés par la rédaction pour plus de clarté.)

(Un participant non identifié)

L'Hospice Général est une institution financée par l'Etat et qui entre autres s'occupe des requérants d'asile à Genève. Un de ces secteurs propose à ces requérants une aide au retour, sous la forme d'une participation à un projet. J'ai vu dans un article qu'ils publiaient par exemple qu'ils avaient proposé à une de ces personnes une aide lui permettant de s'acheter un taxi dans le pays vers lequel il allait de toute façon être expulsé. Je ne sais pas ce qu'il faut en penser, si c'est une fausse aide, ou si c'est vraiment quelque chose d'utile ?

(Emmanuel Terray)

D'accord, je répondrai peut-être à l'ensemble des questions, mais je note que vous demandez un avis plus précis sur l'aide au retour.

(GM)

N'est-ce pas un paradoxe qu'au moment où l'OMC préconise la libre circulation des marchandises, de mettre en regard la non-libre circulation des personnes. Est-ce que vous pouvez nous expliquer ce paradoxe ?

(Dario Ciprut)

D'abord merci beaucoup, Emmanuel, d'avoir vraiment mis le doigt sur trois idées reçues à la base des politiques de contrôle des flux migratoires, plus pertinentes que celles que j'ai tenté de pointer à la source du racisme. Quelque chose que je ne comprends pas, c'est malgré la batterie d'arguments exceptionnels que tu nous a livrés, démontrant le caractère absolument irréaliste de ces politiques, comment se fait-il qu'une politique aussi irréaliste perdure, et pourquoi ce message apparemment évident ne passe pas ?

(Emmanuel Terray)

Très bonne question.

(MD)

Je suis tout à fait convaincue que, quelles que soient les mesures, il est impossible de mettre un terme à la migration. Mais n'empêche, vous avez cité effectivement le Mur, celui qu'il y avait entre l'Est et l'Ouest, et que là il a fonctionné, enfin relativement, parce que des gens passaient, mais vraiment au compte-gouttes. Et là il y'avait un régime extrêmement autoritaire, très répressif, enfin vraiment dictatorial, alors est-ce que c'est quelque chose vers lequel on va, c'est vraiment une question, car comme on dit que la migration va continuer de toute manière, est-ce que nos pays vont se fermer, se durcir tellement qu'on va arriver à un espèce de mur de Berlin ? C'est un peu ça ma question.

(Christian Tirefort)

Moi j'aimerais préciser deux choses. Je pense qu'il ne faut pas réduire le débat sur l'immigration au débat inter-frontières, à la traversée des frontières. L'immigration, tu l'as très bien dit Silvia, c'est aussi les migrations à l'intérieur des états, et c'est même principalement cela. Le gros des migrations est en réalité interne, le gros de l'immigration, ce sont ces personnes qui sont dépouillées de leurs biens, qui leur suffisaient peut-être pour vivre chichement avec le fruit de leur travail etc., et obligées d'aller s'agglomérer dans des ghettos autour des grandes villes etc. à la recherche d'emploi, à la recherche de travail. C'est ça le gros des phénomènes migratoires qu'on peut appeler économiques. Ensuite vient effectivement ce même phénomène migratoire extra-frontières, lorsque les gens voient, dans un deuxième temps, je suis d'accord avec l'analyse de Silvia, qu'ils n'ont pas de travail, malgré le fait qu'ils aient émigré d'une campagne ou de leurs endroits peut-être pauvres, mais où ils arrivaient quand même à vivre correctement, après donc que cette migration intérieure a eu lieu, la désespérance, les ghettos etc., les entraîne effectivement à entreprendre d'émigrer au risque de leur vie, passer les murs etc. Je crois que c'est important de signaler qu'il ne faut pas réduire le phénomène migratoire au phénomène d'état à état. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles il est absurde de dire qu'il faut limiter la libre circulation. On ne peut pas l'avoir à la fois à l'intérieur d'un pays et l'empêcher d'un pays à l'autre. C'est complètement absurde que cette politique de vouloir limiter la libre circulation afin de défendre ses propres ressortissants, soi-disant.

(SdN)

Je suis d'accord par rapport à l'immigration sur les départs d'une région à l'autre. Je prendrais l'exemple de ma famille où la France est venue chercher mon grand-père d'une région précise en Sicile pour travailler dans le bâtiment. Et donc il y a une région, à Chens sur Saône par exemple, où il y a eu une résistance, le mouvement ouvrier italien, ils venaient d'une même région. C'est bien de l'avoir dit. Après, moi je ne suis pas d'accord sur les causes de l'immigration. La raison principale, cela reste quand-même l'argent, la misère, et tu as oublié de dire la guerre civile et les maladies. Pour moi cela reste des choses assez importantes, et une des causes principales de l'émigration.

(Emmanuel Terray)

Les guerres civiles et les maladies sûrement, la misère, je veux bien, mais répondez à mon argument.

(SdN)

Pourquoi la misère ? Mais je suis désolé, mais quand quelqu'un n'a rien à bouffer chez lui, qu'est-ce qu'il fait, il migre. C'est une des principales raisons ...

(Emmanuel Terray)

Comment expliquez-vous qu'il y a toute une série de pays très pauvres dont ne part aucun migrant ?

(Christian Tirefort) en aparté ...

ce n'est pas la bonne question.

(Emmanuel Terray)

Parce que votre argumentation, réfléchissez bien à ses conséquences. Si c'est la misère qui est le facteur principal de la migration, alors la perspective du raz-de-marée est vraie, elle est incontournable. Si c'est vraiment la misère au sens économique du terme qui fait partir les gens, alors c'est vrai qu'il y aura raz-de-marée, invasions etc. parce que la misère, elle est

extrêmement répandue. Je vous rappelle qu'il y a 800 millions de paysans chinois qui vivent dans la misère. Bon, il se trouve qu'ils n'émigrent pas, essayez donc d'expliquer pourquoi.

(SdN)

Ils émigrent, mais sur le littoral Sud-Est en Chine.

(Emmanuel Terray)

Oui, bon, plus ou moins. Assumez votre argument jusqu'au bout. Si vous soutenez cela, vous soutenez aussi que la perspective du raz-de-marée est une perspective exacte, et donc vous donnez raison à un certain nombre de vos adversaires, (brouhaha ...) mais c'est important !

(SdN)

Par rapport aux sans-papiers. De dire que la plupart ont du travail, oui, mais pour combien de temps ? Pour une durée vraiment, une très courte durée, vous êtes d'accord avec moi. Je vais prendre l'exemple, à côté d'Annecy ont s'est battus pour des sous-traitants polonais, ils ont travaillé pendant un mois dans un chantier, mais après ils se sont fait virer. Dire qu'ils ont du travail, oui, mais pour une durée vraiment très très limitée. Mais quand ils ont plus de boulot, ils n'ont pas les moyens d'aller en chercher parce qu'ils n'ont pas de papiers. Et donc ma question par rapport à la France ce serait quelles mesures en France pourrait-on prendre pour améliorer déjà l'accueil des migrants et donc pour réduire la clandestinité qui leur permette un développement tout à fait normal, les considérer comme des travailleurs normaux et des gens normaux, qui n'aient pas des statuts, comme aux Etats-Unis, de minorités exclues, marginales ?

(Silvia Marino)

Je soutiens ce qu'a dit tout à l'heure le Monsieur là-bas sur la migration, la misère et le racisme. Si les gens ne partent pas, c'est parce qu'une grande majorité n'ont PAS les moyens de partir. Ce n'est pas dit qu'ils n'ont pas envie de partir. Du moment qu'ils pourront, ils vont le faire, et ça change tout. Il y a cette envie, et c'est ça quand on parle de culture d'émigration, c'est cette envie qui reste là, qui est toujours présente. Du moment qu'ils pourront partir, qu'est-ce qu'ils font les gens pour partir, ils vendent les petites choses qu'ils ont, la famille même, et on ne va pas citer seulement l'Afrique ou la Chine comme ça, tous les pays où les familles sont dignes, elles vont même se cotiser pour qu'une personne de la famille puisse partir. Dire que pour toutes les populations pauvres ça ne s'applique pas, est-ce qu'ils ont imprimé des statistiques ? Est-ce qu'ils peuvent affirmer cent pour cent qu'aucune personne de ces populations pauvres n'est partie ? C'est un peu fort, parce qu'il y a des migrations à l'intérieur des pays, et après il y a les pays voisins et après ça il y a l'extérieur; maintenant c'est peut-être plus difficile pour un paysan chinois de partir jusqu'en Europe, mais il part quand même de chez lui. Donc quand on dit pourquoi ne pas envisager une limite à ce raz de marée des émigrants, pourquoi pas ? Pourquoi vous avez dit, oui, mais c'est donner raison aux adversaires. Mais ces adversaires c'est alors pour ne pas regarder que le modèle qui vous entraîne maintenant est un échec. Pourquoi on ne peut pas envisager un moment de changer de modèle ? Pourquoi est-ce qu'on doit continuer toujours à parler de mondialisation et être en train de se dire, pour que cela fonctionne il faut que les autres pays changent, il faut que les gens admettent la migration, il faut qu'il y ait plus de migration clandestine, qu'on laisse arriver les gens tranquillement, qu'on leur donne des papiers et tout. Pourquoi ne pas admettre que pratiquement ce modèle attirant les migrants est un échec ?

(MBu)

Je voulais soumettre la question d'une jeune femme Burundaise, qui d'ailleurs est devenue probablement suisse, qui a une situation ici, et qui me dit « chaque mois, j'envoie de l'argent

dans ma famille, j'entretiens ma famille burundaise, j'entretiens plusieurs personnes et je n'ai pas de déduction fiscale. Pourquoi ? C'est une injustice et cela pourrait être un moyen indirect d'aider le Burundi, que la Suisse aide le Burundi. »

(MS)

Oui, sur la politique, tout à fait d'accord, elle est attentatoire à la dignité et complètement irréaliste, et donc il faut la dénoncer. Mais je crois que les effets mystificateurs sont à dénoncer aussi, parce que c'est eux qui ont une fonction, très importante, parce qu'en délégitimant les migrants, on permet d'ajuster un type de main d'œuvre à un type de marché dérégulé. C'est très important je crois de mener aussi cette bataille sur des effets idéologiques mystificateurs du modèle et de la politique qui va se maintenir pour cette raison là, pour mystifier. Et je crois que l'exportation du modèle est aussi à mettre en question, parce que c'est vrai que toutes ces croisades, avec notre modèle, avec nos droits de l'homme même, alors qu'ils ne sont pas du tout respectés là, c'est des aspects politiques, des paradoxes, des contradictions, qu'il s'agit aussi vraiment de voir.

(MBa)

Je ne suis pas d'accord avec toi (Sébastien). Par exemple ma famille est arrivée dans les années cinquante des Pays-Bas en Suisse, pas par le fait qu'ils étaient dans la misère, mais parce qu'ils en avaient marre de leur famille et ils ne voulaient pas vivre dans le catholicisme, ils voulaient vivre ailleurs, ils voulaient aller en Afrique du Sud, parce qu'ils pensaient que là-bas la vie serait différente, et après cela ils sont partis en Suisse. Après, pour moi, j'étais étonnée de votre analyse de couches qu'on (mot incompréhensible ... vers 17m), comme étant Français, à mon avis vous auriez dû parler aussi du système colonial quand même, on trouvait beaucoup de civilisations au sein de la France, aujourd'hui niées par la France, on l'a vu l'année passée, ce facteur malheureusement la gauche en France passe souvent dessus, et j'étais étonnée que vous n'avez pas parlé de ça, et j'aimerais bien avoir votre opinion.

(FB)

J'ai l'impression qu'on est encore toujours dans la même question qu'on a abordée ce matin, c.-à-d. qu'évidemment il n'y a pas qu'une seule dimension au phénomène de la migration, et qu'elle est elle aussi multifactorielle, et qu'en fait il n'y a pas opposition entre ce qu'Emmanuel a pointé, c.-à-d. qu'il y a des traditions intergénérationnelles, communautaires, régionales agissant sur les phénomènes de migration. Ces phénomènes ont été étudiés ici en France par rapport aux phénomènes de mobilité intérieure. Il y a un appel d'air quand il y a un précédent, à Paris, par exemple à la gare Montparnasse, c'était les Bretons, quoi, il suffit qu'il y en ait un pour qu'en fait les autres arrivent. Donc il y a bien des traditions, mais cette migration n'exclut absolument pas qu'il y ait d'autres raisons, sinon parce qu'on n'est pas capable de considérer les différentes dimensions, et qu'on veut absolument les opposer. Je pense qu'il y a aussi la pauvreté, il y a des raisons économiques, des raisons politiques, qu'on n'a pas du tout abordées sauf à la marge, parce que enfin c'est quoi le fric, c'est quoi la corruption, il y a les guerres, qu'est-ce qui se passe, enfin je veux dire, dans les pays dont les gens partent, y compris dans ceux où ils arrivent, et surtout en ce moment on ne peut pas nier que les problèmes sont politiques s'agissant des restrictions de la liberté de circulation. Mais, moi je veux aller un tout petit peu plus loin, car sinon on ne va jamais arriver à dépasser le débat, même si on a du mal à le penser. Ce qui m'a frappé dans l'intervention d'Emmanuel, c'est qu'il dit que la migration est un droit. Donc on est dans le domaine du droit. Ça va répondre en partie à la question qu'il y a bien plein de choses qui circulent en ce moment sauf ce qui est interdit, et là on est dans un discours qui nous est servi sur le domaine de la liberté : la liberté de circulation des marchandises, des capitaux, pas des gens. Mais c'est parce qu'on a une inversion depuis le dix-huitième siècle, la révolution française qui a fait un grand casse-

tête chinois entre les domaines de la liberté, de l'égalité et de la solidarité qu'on est dans la merde dans laquelle on est. C'est-à-dire qu'on considère qu'un droit est dans le domaine de la liberté, alors qu'il est dans le domaine de l'égalité. Il va falloir le penser. La liberté ce n'est pas dans le domaine économique contrairement à ce que le libéralisme essaie de nous faire croire depuis très très longtemps, alors que c'est surtout les marchandises et les capitaux qui circulent librement. L'égalité n'a rien à voir, et la solidarité, là pour le coup, est dans le domaine économique et ce n'est pas là du tout qu'elle est pour l'instant. Donc c'est juste pour essayer non pas de donner des solutions, je n'en ai pas pour l'instant, mais c'est juste pour faire changer notre mode de pensée, car c'est comme tu disais tout à l'heure que la liberté de circulation était un droit de la liberté, je suis désolée, parce que comme tu disais aussi que la liberté doit être canalisée, qu'elle doit être organisée, elle doit être organisée dans le cadre d'une conception du droit, c'est bien ce qu'on dit quand on parle des droits humains, une grande partie des droits qu'on a en ce moment c'est des droits conditionnels, c.-à-d. qu'ils sont liés à certaines situations de nationalité, on a le droit à la sécurité sociale si on a un travail, c'est tout le problème qui se passe en ce moment autour des sans-travail, quels droits ils ont, il va falloir qu'on les compte les trois dimensions, parce qu'autrement on va penser en termes d'affrontement, j'ai le droit de faire ce qui m'arrange.

(AS)

Dans les années septante, pendant les guerres du Tchad, nous avions le droit d'aller en France, notre colonisateur, sans même avoir besoin de visa, mais on n'y migrerait pourtant pas. Nous allions plutôt vers le Nord du Cameroun selon des logiques de parenté tribale, ou des parents étaient déjà installés. J'ai moi envie d'aller en Suisse Allemande.

(MAC)

Je voulais juste apporter une note bibliographique qui pourrait apporter peut-être un peu de sérénité à certains aspects du débat. J'ai lu dernièrement un livre de quelqu'un qui n'est ni un politique ni un sociologue, mais un écrivain qui s'appelle Tahar Ben Jelloun et qui a écrit un livre qui s'appelle « Partir », où il aborde la question de la migration de l'intérieur et de l'extérieur. De l'intérieur personnel, c'est-à-dire du point de vue du vécu de la personne qui migre, et du point de vue du pays, c'est-à-dire de la campagne vers la ville. Il parle beaucoup de la désespérance, de ce qui pousse à partir malgré le fait qu'on sache exactement tous les malheurs qui nous attendent en émigrant, et ça je trouve que c'est vraiment un apport qui pourrait donner des éléments de réflexion. « Partir » de Tahar Ben Jelloun.

(Emmanuel Terray)

Mais c'est là que j'ai trouvé le terme de désespérance. Il vient de Tahar Ben Jelloun.

(ED)

Sur la question des migrations, il est en effet clair qu'il n'y a pas des raisons univoques. Sur les migrations qui nous occupent ici, intercontinentales ou inter-frontalières, tu as dit qu'elles n'étaient pas liées aux inégalités entre disons les pays riches et les pays pauvres, en tout cas pas fondamentalement, mais en même temps tu donnes certains éléments avec cette notion de désespérance, et aussi tu parles de la recherche de travail, de quête de travail, ce qui fait référence quand même à un chômage dans le pays d'origine, ou en tout cas à la difficulté de trouver du travail, du travail disons rémunéré, quand on voit par exemple au Kenya au Forum Social Mondial des salaires journaliers de 3 francs par jour, très au-dessous par rapport au salaire d'un travail mal payé ici, même en tenant compte d'écart importants de niveau de vie, c'est un peu sur cette contradiction entre migrations non liées à l'écart entre pays riches et pauvres et désespérance que je t'interroge.

Deuxième chose, tu as mentionné l'effet de ces politiques restrictives ayant pour conséquence d'augmenter la proportion des migrants en situation illégale par rapport à ceux qui sont en situation légale, les effets sur les migrants eux-mêmes, mais ces effets portent aussi sur les personnes qui résident, un certain nombre d'effets qui sont particulièrement dangereux, je pense que dans un monde où il y a quand même pas mal de délocalisations, une certaine raréfaction du travail, une précarisation du travail y compris dans nos pays, une délocalisation vers des pays à bas salaires, et en même temps des personnes qui viennent ici pour trouver du travail, dans des secteurs qui ne sont pas délocalisables. Donc, quels sont ces effets aussi disons sur les populations résidentes, et quels sont ces effets, à mon avis implacables, s'il n'y a pas une recherche d'alternative au système actuel ?

Donc ce sont ces questions là, c'est la même chose par exemple quand tu parles de modernisation d'économies archaïques, ça postule qu'on est dans un rapport de compétitivité. Par exemple les réseaux des mouvements sociaux africains contre l'accord de partenariat économique avec l'Union Européenne qui fait partie des négociations de l'OMC, il y a également de la part des Africain une volonté de retarder les échéances, mais pas une remise en cause de ce principe de compétitivité, en dehors duquel ils ne supporteront pas le choc concurrentiel, face aux produits disons subventionnés ou les produits des grandes entreprises européennes qui vont arriver sur ces marchés vont provoquer des bouleversements. S'il n'y a pas vraiment d'alternative, cela pose à mon avis des problèmes considérables, dont je ne vois pas la solution dans le travail.

(DK)

J'ai bien apprécié, vraiment, ton exposé qui a remis en question beaucoup d'idées reçues qu'on pensait solidement fondées, Tu n'as pas cité dans les facteurs de migration, du mal-être disons qui pousse les gens à partir, les dictatures et les régimes dictatoriaux qui prolifèrent. En Suisse on a connu dans ce registre des immigrations hongroises, chiliennes par exemple, mais par rapport aux flux migratoires italiens ou espagnols, c'est peu de chose, Mais en général, est-ce si peu de chose ?

(Emmanuel Terray)

Là je réponds tout de suite. Quand j'ai parlé de sociétés verrouillées, c'était bien à ce type de société que je faisais allusion, je le redirai tout à l'heure. Quand j'ai parlé de sociétés bloquées, dans laquelle aucune initiative n'est possible, où toute entreprise est une aventure impossible ou exige un prix démesuré, ce sont évidemment à des sociétés soit dictatoriales soit complètement pourries par la corruption et où par conséquent on se trouve dans la même impossibilité, mais j'y reviendrai tout à l'heure.

(DB)

Je prends tout de même la parole pour apporter un peu d'eau au moulin de votre exposé. En ce qui concerne la misère, c'est vrai que tout le monde s'étonne ici que ce ne soit pas le facteur le plus important. Je suis évidemment d'accord, comme médecin, c'est vrai qu'il n'y a pas loin de 900 millions de personnes qui n'ont pas les apports nutritionnels auxquels ils auraient droit pour mener une vie normale, et que par exemple dans le cas de l'Afrique subsaharienne et de toute la zone sahélienne, les mécanismes de survie mis en place font que, les populations dont on dit qu'elles sont au-dessous du seuil de pauvreté, et vivent par exemple avec moins d'un dollar par jour, voire d'un franc par jour, c'est une réalité économique, une réalité statistique, eh bien, dans la vie de tous les jours, ces gens-là arrivent à survivre et ne sont pas tous candidats à l'émigration, parce que, pour toutes sortes de raisons, les mécanismes de survie que ces populations emploient leur permettent de s'en sortir malgré tout et d'échapper

à l'idée de la migration, que la misère fait donc peut-être partie de ses facteurs mais que ce n'est pas l'élément le plus important.

(Réponses d'Emmanuel Terray)

Bon, mais je ne vais certainement pas répondre à tout, cela fait beaucoup.

SUR L'AIDE AU RETOUR

Sur le premier point, les mécanismes d'aide au retour sous forme de pécule me laissent extrêmement sceptique. Tous les mécanismes que le gouvernement français a mis en place en terme d'aide au retour depuis bientôt quinze ans ont du aboutir au total à environ 200 retours. Ce n'est tout de même pas beaucoup. Moi j'avais l'habitude de dire au moment du gouvernement Jospin, où c'était Sami Nair qui était chargé du codéveloppement et de l'aide au retour, que l'effet le plus efficace à quoi avait abouti l'aide au retour était de procurer un bureau et une voiture de fonction à Sami Nair (rires). Ça n'avait pas été très efficace et honnêtement, j'y crois pas. Je n'y crois pas et il faudrait que l'aide au retour soit beaucoup plus considérable, et qu'elle soit accompagnée d'un véritable suivi pour qu'elle ait un sens. Ce n'est pas parce que vous offrez mille euros à quelqu'un pour repartir chez lui alors qu'il en a déjà dépensé cinq mille pour venir ici, que vous allez le convaincre de partir, ou alors il va partir, et il va revenir sitôt qu'il aura dépensé l'aide au retour qui lui a été apportée. Donc je suis très sceptique sur l'aide au retour.

SUR LE PARADOXE DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

La question sur le paradoxe, qui est revenue à plusieurs reprises, libre circulation des marchandises et des capitaux d'un côté, entraves à la circulation des hommes et du travail de l'autre. C'est un point extrêmement intéressant et important. Le schéma théorique du capitalisme c'est de dire : liberté sur le marché des capitaux, liberté sur le marché du travail. C'est-à-dire que les capitaux vont là où le profit est maximum, le travail va là où le salaire est maximum. Or, dans l'histoire du capitalisme, ce schéma ne s'est JAMAIS réalisé. C'est important de le savoir, c'est-à-dire qu'autant il y a eu des périodes où la liberté de circulation des marchandises et des capitaux était pratiquement totale, cela ne date pas d'aujourd'hui, c'est déjà ancien, en revanche le marché du travail n'a jamais été libéré, il a toujours été soumis d'une part à des contraintes portant sur certaines catégories de gens, travail forcé, esclaves, corvées etc. et d'autre part à cette barrière frontalière qui a fait que la migration, alors elle est particulièrement difficile aujourd'hui, mais elle n'a jamais été totalement libre, et on voit bien les avantages qu'ont les capitalistes en réalité de ce système, parce que cela aboutit, bon d'une part à ce que le travail est maintenu sous contraintes et sous entraves, c'est-à-dire sous pression politique, et des gouvernants qui sont des gouvernants bourgeois continuent de contrôler tout cela, et d'autre part cela a un effet de division sur le travail pris à l'échelle internationale qui est évident, et le mouvement ouvrier a été constamment, constamment, la proie de ces divisions et la victime de ces divisions, la victime malheureusement parfois consentante. Donc, de ce point de vue là, il faut bien voir qu'on n'est pas dans une situation vraiment nouvelle, les contraintes sur le travail, le système d'Afrique du Sud si vous voulez a existé à l'échelle planétaire pendant extrêmement longtemps, il a été porté à la perfection en Afrique du Sud pendant l'apartheid, mais c'est un système qui fonctionne très largement au de cette frontière.

SUR LA PERSISTANCE D'UNE POLITIQUE IRREALISTE

Pourquoi est-ce que cette politique perdure ? Pour beaucoup de raisons. Moi, j'en citerai trois.

- La première c'est à cause de la fonction bouc-émissaire dont j'ai parlé au moment du premier débat. C'est très commode pour nos gouvernants de dire « Vous êtes menacés par les étrangers, donc il faut endiguer etc. etc. ». C'est un discours très facile, qui va dans le sens du poil de beaucoup de gens, qui a l'avantage de la simplicité et de la clarté. La vérité c'est parfois compliqué, il est beaucoup plus simple de mentir, et ça c'est une première raison importante.
- Une deuxième raison c'est que ce système rapporte à un certain nombre de gens. Il est facile de le voir. Il y a en France, depuis 25 ans, le chiffre n'a pas changé, les évaluations du ministère de l'Intérieur, ce n'est pas les miennes, 400'000 travailleurs migrants illégaux en France. C'est les mêmes chiffres depuis 25 ans alors qu'il y a eu deux régularisations, l'une de 150'000 personnes en 1981, l'autre de 80'000 en 1997, que bon an mal an si j'ose dire on expulse 10 à 15'000 personnes, moyennant quoi le volant se maintient toujours. Ça c'est intéressant, cette constance du chiffre, parce que ce sont des gens qui remplissent un rôle fonctionnel dans l'économie française. J'ai cité les secteurs qui fonctionnent avec eux. Ce ne sont pas des secteurs insignifiants, bâtiment, travaux publics, restauration, hôtellerie, confection parisienne etc., c'est des secteurs significatifs. J'avais écrit un article il y a quelques années, pour dire que tout cela correspondait à ce que j'appelais alors la « délocalisation sur place ». Je retrouve ce que tu dis, tout le monde sait ce que c'est qu'une délocalisation, vous avez des secteurs qui emploient beaucoup de main d'œuvre il est impossible de délocaliser, le chantier du bâtiment il doit être là où le bâtiment doit se trouver, le restaurants doit être là où il y a les clients, la confection là où les délais de commande sont très très rapides etc., et l'existence des irréguliers permet à ces secteurs de trouver sur place une main d'œuvre qui est dans les mêmes conditions que la main d'œuvre du tiers monde, mêmes conditions d'exploitation, mêmes conditions de fragilité etc. Et donc c'est un mécanisme qui fonctionne, et qui fonctionne de façon efficace, et les entreprises de ces secteurs font des bénéfices importants, alors ce n'est pas les sous-traitants du bâtiment qui font les bénéfices, c'est Bouygues, la Spie etc. mais le bénéfice vient quand même de l'exploitation de ces irréguliers.
- Et puis, le troisième facteur, qui est un facteur important aussi, c'est qu'en présence de ces irréguliers, qui sont des gens à « zéro droit », tire l'ensemble du système vers le bas, et ça c'est très caractéristique, vous n'avez pas d'un côté des irréguliers, et de l'autre des gens qui ont tous les droits, vous avez toute une gradation. Vous avez les irréguliers, qui ont zéro droit, vous avez les gens qui ont des cartes de séjour temporaires d'un an, qui ont j'allais dire zéro virgule cinq droits, vous avez des gens qui ont des cartes pour trois ou quatre ans, qui en ont zéro virgule six, et après vous avez les gens en CDD, les gens en intérim etc., vous avez une espèce de gradation continue, et les irréguliers tirent tout cela vers le bas. Je voudrais citer une anecdote, si vous m'en donnez le temps : quand il y a eu le débat sur le travail illégal au Sénat français, il y avait eu auparavant le débat au parlement, et le parlement avait introduit une réforme pas négligeable qui consistait à dire, bon l'article qui réprimait l'emploi illégal disait « Tout employeur qui emploie SCIEMMENT des irréguliers est condamné à ceci à cela ... », bref c'était à l'Administration de faire la preuve que le type employait sciemment, en connaissance de cause etc., bon, l'Administration n'y arrivait jamais, et le Parlement, la Chambre, dans un bon mouvement, supprime l'adverbe « sciemment ». C'était important, cela renversait la charge de la preuve. Désormais c'était à l'employeur de faire la preuve qu'il n'était pas au courant qu'il

faisait travailler des irréguliers. Au Sénat, cette disposition tombe, on revient au texte initial, le rapporteur c'était M. Souvet. M. Souvet c'est le sénateur du Doubs, ancien directeur des relations humaines chez Peugeot, alors c'est un connaisseur. Il a tenu le raisonnement suivant, qui a l'air absurde comme ça, mais qui est profondément vrai, il a dit : « Mais pourquoi est-ce que vous croyez que les gens emploient des travailleurs illégaux ? Mais parce qu'avec les travailleurs illégaux, il n'y a pas de charges, il n'y a pas de paperasses, il n'y a pas de Smig qui nous contraigne à les payer ceci, c'est souple, c'est flexible, c'est formidable. Si on abolissait toutes les contraintes, toutes les tracasseries qui pèsent sur le travail légal, eh bien, à ce moment là, le problème du travail illégal serait résolu. Les gens n'emploieraient plus d'illégaux parce que légaux et illégaux seraient sur le même pied. ». Ce raisonnement peut sembler ridicule mais il est profondément vrai et il désigne une vérité, celle que d'une certaine façon les illégaux sont à l'extrémité d'une chaîne et non pas des gens périphériques, marginaux etc. etc. et que leur présence tire l'ensemble du système vers le bas.

SUR L'AVENIR DES MURS

On m'a posé la question, est-ce que l'on va vers la reconstitution du rideau de fer et du Mur de Berlin. D'abord je voudrais dire, à la décharge du Mur de Berlin, qu'à ma connaissance le Mur de Berlin en l'espace de 1961, à Berlin, entre 1961 et 1989, il a fait exactement, j'étais à Berlin à ce moment là et après, et je me souviens de ma visite sur les lieux, il a fait 389 morts, en l'espace donc de trente ans. Il est mort plus de 5'000 personnes dans le détroit de Gibraltar en l'espace de cinq ans, entre 1995 et 2000. Donc le Mur de Berlin est responsable de beaucoup moins de morts que les barrières actuelles, c'est un fait qu'il faut savoir. Alors, est-ce qu'on va vers la reconstitution de quelque chose comme un rideau de fer autour de l'Europe ? Probablement pas, parce qu'il y a une autre voie qui est en train d'être explorée par nos gouvernants, et ça il faut le savoir, c'est comment dire la sous-traitance du problème du contrôle des frontières aux pays immédiatement voisins. Il faut savoir que l'Italie et la France sont entrées en pourparlers avec ce grand défenseur des droits de l'homme qu'est le colonel Kadhafi, pour le convaincre de construire des camps sur son territoire, de manière à arrêter avant même qu'ils arrivent au rivage de la Méditerranée les migrants d'Afrique subsaharienne. Il faut savoir que le gouvernement français, et espagnol aussi, ont entamé des pourparlers avec le Maroc, pour la même raison, que le gouvernement marocain a une politique relativement cynique de ce point de vue là, selon le volume des crédits qui lui sont fournis, il entrouvre la frontière ou la referme, et il fait monter les enchères, ce qui est naturel dans notre économie marchande mais enfin, quand c'est des êtres humains qui sont en cause, c'est quand même un peu pénible. Il y a une tentative systématique de la part de l'Union Européenne, ceux qui suivent Migrinter¹ le savent, parce que Migrinter s'en est beaucoup occupé, de sous-traitance et d'externalisation, comme on dit dans leur jargon, de ce contrôle, et il faut bien se mettre une seconde dans la tête ce que ça veut dire de confier à la police libyenne le soin de traiter ce problème. Ce n'est déjà pas brillant dans notre propre camp, mais alors là bas je ne réponds de rien.

SUR LA NATURE TRANSFRONTALIERE DES MIGRATIONS

¹ Équipe de recherche spécialisée dans l'étude des migrations internationales et des relations interethniques
<http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/>

Alors en ce qui concerne ce que tu as dit, Christian, sur le fait que le gros des migrations, il est interne, qu'on ne va pas se fixer sur les transfrontaliers, c'est vrai, mais ce qui m'était demandé, c'était de parler du problème des migrations tel que nous nous l'affrontons, et c'est bien le transfrontalier qui est – *Christian Tirefort, concerné, proteste que ce n'était pas un reproche* – en question. Je voudrais tout de même, complétant ce que tu dis, ajouter un développement qui me paraît redoutable à l'heure actuelle, pour le moment les politiques restrictives consistent à interdire l'IMMIGRATION, c'est à dire que nous essayons de fermer nos frontières ou en tout cas de faire en sorte qu'elles soient simplement entrouvertes. Il y a une pression qui est exercée sur un certain nombre de pays, et je pense au Sénégal en particulier, pour que désormais il y ait une interdiction d'émigrer, c'est-à-dire que l'ÉMIGRATION devienne un délit, le fait de quitter son pays devienne un délit, passible de prison etc. Il y a des discussions avec le gouvernement sénégalais notamment pour obtenir qu'ils mettent cette belle disposition en vigueur, et probablement qu'il s'agit d'un effort expérimental et que si ça marche ça va continuer ailleurs, toujours dans le même esprit d'externaliser et de sous-traiter.

SUR LE TRAVAIL ILLEGAL COMME RESSOURCE DE SURVIE

Alors, SdN, tu disais, les migrants illégaux ils ont du travail, mais pour très peu de temps. C'est vrai pour un travail individualisé, mais nous avons tous connu dans nos collectifs et j'en ai connu un bon paquet, des gens qui étaient là depuis dix, douze, quinze ans, et qui ont vécu dix, douze, quinze ans dans l'illégalité. Dans des conditions absolument dégueulasses, j'en suis absolument d'accord, mais n'empêche qu'ils ont survécu, et pour la raison qu'on évoquait tout à l'heure, c'est qu'en réalité, au vu et au su des pouvoirs publics, ce secteur, illégal, est un secteur qui existe, et qui est reconnu, il est reconnu dans les faits, il n'est pas reconnu dans le droit, mais quand ils nous parlent de l'éradiquer, c'est pure hypocrisie, et les gens ont survécu pendant ces dix ou douze ans alors qu'ils n'avaient accès à aucune autre ressource que le travail illégal, vu qu'en France plus de protection sociale, pas de RMI, pas de chômage, je veux dire, ils n'ont pas le choix, mais ils ont trouvé du travail de proche en proche de manière à leur permettre de survivre, Dieu sait dans des conditions dégueulasses, et là-dessus on n'a pas de différence, mais ils ont quand même survécu.

J'en viendrai aux mesures après, les alternatives, à la fin.

RÔLE DE LA COLONISATION

Vous avez, MS je crois, parlé du fait colonial. Vous avez raison, en particulier dans l'émigration en France, cela a joué un rôle important. Ma vue est un peu déformée, parce qu'il se trouve que j'ai été actif dans un collectif, où précisément cela ne jouait pas de rôle, parce que ce collectif comptait principalement des Turcs, des Chinois, des Haïtiens, des Philippins etc. c.-à-d. tous gens qui n'avaient pas été colonisés par la France. Et d'ailleurs c'était une réelle difficulté dans le mouvement des sans-papiers français, parce qu'il y avait un certain nombre de collectifs, qui étaient eux faits de maghrébins et d'africains, et qui mettaient toujours en avant cet argument de la colonisation, en disant « mais, nos pères sont morts pour la France etc. », ils avaient raison, mais en même temps cela créait de réels problèmes parce que les malheureux Turcs, Chinois et Philippins se sentaient laissés de côté à cause de ça.

(MS) Je ne voulais pas parler du système colonial au sens historique, mais comme système de pensée.

Ah bon, ça c'est autre chose. Mais en tout cas c'est sûr que le système colonial a joué un rôle et qu'une partie des ressortissants des anciennes colonies françaises émigrent de préférence en France, bon je n'y insiste pas.

Alors un dernier point avant de parler des mesures.

SUR LA DESESPERANCE

Quand j'ai parlé de désespérance, c'est évident que la désespérance c'est un problème politique. Parce que la désespérance ça ne veut pas dire qu'on est dans la misère, ça veut dire qu'on ne peut rien faire pour en sortir, et si on ne peut rien faire pour en sortir cela veut dire qu'on se trouve devant une société bloquée, verrouillée etc. etc. et là le problème est politique. Parce que vous avez un certain nombre de pays pauvres, dans lesquels si vous travaillez, si vous faites des efforts, vous avez une chance de vous en tirer. Ça existe, de par le monde, il y'en a quelques uns. La Corée du Sud, Taiwan, ce ne sont pas des pays très très riches, mais des pays qui ont quand même fait des progrès considérables. Il y a d'autres pays où parce qu'il y a une dictature, et ce n'est pas seulement l'existence d'un dictateur, c'est toute la société qui est comme ça, autoritaire, corrompue, fermée, vous n'avez aucune chance de vous en sortir, et c'est de ces sociétés là que les gens partent. Alors il faut ajouter, ce qui est vrai, que beaucoup de ces sociétés verrouillées, corrompues et de ces régimes dictatoriaux, ce sont nos pays qui les maintiennent en place, pour des raisons de géopolitique etc. De ce point de vue ce sont nos pays qui alimentent la migration.

SUR LES MESURES ALTERNATIVES

Bon, les mesures, on en a diffusé plusieurs sur le site du CMIL, que Dario pourra indiquer². Ce que nous avons indiqué nous, c'est que la perspective c'est le retour à la liberté de circulation et d'établissement. Chacun le sait bien ce retour ne peut pas être immédiat, il ne peut pas être décidé du jour au lendemain, ça y est, c'est fait, parce que ça implique la mise en place d'une véritable politique d'accueil que la France n'a jamais su se donner, politique d'accueil en termes d'écoles, en termes de logements, en termes de santé etc. etc. Il faut mettre en place cette politique.

Ce qu'on peut faire dès aujourd'hui c'est deux choses :

1. La régularisation de tous les sans-papiers, ça c'est évident
2. Prendre un certain nombre de dispositions légales, qui ne relèvent que du parlement français, l'Europe n'a pas besoin d'être consultée, et qui consistent à modifier le système juridique tel qu'il existe à l'heure actuelle de façon à paralyser la machine répressive. Alors on en a énuméré un certain nombre, la dépenalisation du séjour irrégulier, la fermeture des centres de rétention, la fermeture des zones d'attente, le caractère suspensif attribué à tous les recours, la carte de dix ans pour tout le monde, la commission de séjour habilitée à prendre toutes les dispositions en matière de séjour, il y en a huit en tout, je vous fais grâce des mesures secondaires, elles ont pour effet de bloquer la machine répressive. C'est-à-dire que, ce n'est pas une révolution, elles ne suppriment pas les visas, elles ne suppriment pas les frontières etc. Mais à partir où elles seraient mises en place, et elles peuvent l'être dans les deux mois qui suivraient l'alternance à gauche, et bien, il deviendrait quand même extrêmement difficile de mettre dehors un sans papier. Par conséquent cela voudrait dire que la liberté de circulation a fait de sérieux progrès en fait avant de les avoir fait en droit. Et

² Pour les détails, consulter le document daté du 26 mai 2006 intitulé *Pour une politique alternative de l'immigration* à l'adresse http://www.reseau-ipam.org/rubrique.php3?id_rubrique=184

il vaut mieux d'abord faire les choses, et puis montrer aux gens que ce n'est pas si terrible et que par conséquent on peut les accepter.

Voilà, je m'excuse d'avoir été aussi long Je n'ai certainement pas répondu à tout, mais après tout il y aura peut-être d'autres moments dans la discussion de cet après-midi et on pourra y revenir.